

LE JOUR, 1949
15 NOVEMBRE 1949

POUR UNE POLITIQUE LIBANAISE PLUS COHERENTE

Que nous ayons devant les yeux les difficultés irako-jordaniennes ou les dangers d'Israël, il faut nous dire que nous ne pouvons plus faire un pas dans notre politique générale sans un plan clair et précis. Toutes les éventualités doivent être considérées, et le devoir d'assurer l'avenir du Liban placé au-dessus de tout.

Tous ces derniers temps, nous avons fait une politique fragmentaire, portant un jour sur une matière et un jour sur une autre, une politique de département ministériel plutôt qu'une politique d'Etat. Nous nous sommes attachés par exemple à telle question monétaire ou financière, ou douanière, prise isolément, pour tâcher de lui trouver une solution partielle. Nous ne pouvons plus nous limiter à des vues étroites et à des compartiments seulement de notre vie nationale. Il faut maintenant faire sans cesse le tour de l'horizon et toujours aller au but ; il faut recommencer à subordonner l'accessoire au principal et remonter sans défaillance à nos conditions d'existence et à nos raisons d'être.

Il est clair par exemple que l'union douanière avec la Syrie est pour la Syrie et pour nous, par ses incidences, une matière non point économique seulement, mais politique ; que si donc la Syrie n'est plus ce qu'elle est, nous ne pouvons pas être ce que nous sommes. Il est manifeste aussi que toute politique que nous ferions, de quelque nature qu'elle soit, doit nous laisser les mains libres sur les points fondamentaux qui sont, pour nous, une question de vie et de mort.

Nous nous battons avec assez de vigueur et de dévouement dans l'intérêt de la cause syrienne pour avoir droit à cela ; tandis qu'il ne faut pas oublier, si délicate que soit l'heure présente, que nous ne sommes pas toujours aussi bien traités par nos voisins (en ce moment même, tel accord important conclu avec eux n'est pas exécuté alors qu'il aurait dû l'être).

Nous ne devons plus en aucun cas nous laisser obséder par des questions de second rang. C'est notre existence qui doit être le premier objet de nos préoccupations. Comme la cause syrienne nous est chère, la nôtre doit être comprise par les Syriens. En les défendant de toutes nos forces, nous nous défendons aussi, cela va de soi.

Donc, autant qu'il dépend de nous, il ne nous est plus permis de courir l'aventure, quelle que soit l'aventure. Il nous faut en tout un maximum de stabilité, un fonctionnement normal et paisible de la vie nationale (et, par exemple, il faut que le commerce libanais, dont le rôle politique peut devenir très grand, ne soit pas à ce tournant l'objet de brimades et d'expériences de laboratoire. Nous attirons l'attention là-dessus parce qu'il s'agit d'un secteur essentiel de l'opinion publique).

Il nous semble que le sujet est assez considérable pour que nous n'ayons pas à projeter sur ses différents aspects une lumière plus vive. C'est servir notre politique générale que de se montrer discret en ce moment. Mais la discrétion n'est pas le silence. Chacun pensera avec nous que, devant un problème de cette portée, de cette gravité, le silence serait coupable.